



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le

**07 MAI 2026**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17 avril 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **WIAME VRD**

Rue du Hainault - BP 90074  
ZAC du Hainault  
77260 Sept-Sorts

Références : E26 - 0842

Code AIOT : 0006514021

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 avril 2026 de l'établissement exploité par la société WIAME VRD implanté sur l'aire de travaux de l'autoroute A4 sur la commune d'Ussy-sur-Marne (77260). L'inspection a été annoncée le 16 avril 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WIAME VRD
- Aire de travaux de l'autoroute A4 - 77260 Ussy-sur-Marne
- Code AIOT : 0006514021
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société WIAME VRD exploite une centrale d'enrobage de matériaux routiers et une installation

de recyclage de matériaux routiers sur la commune d'USSY-SUR-MARNE.

Ces installations sont enregistrées par arrêté préfectoral n° 2021 DRIEAT UD77 097 du 30 juillet 2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Impact sur la qualité de l'air	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
6	Retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 57	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Permis de travaux	Lettre du 23/06/2022	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Installations électriques	Lettre du 23/06/2022	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Qualité des eaux pluviales avant rejet	Lettre du 23/06/2022	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Moyens de lutte contre un incendie et installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.12	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Périmètre de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 1.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Situation administrative	Code de l'environnement du 25/03/2022, article R. 512-47	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société WIAME VRD devra, dans un délai de 3 mois :

- engager les actions correctives nécessaires pour que les teneurs en poussières et les niveaux d'odeurs dans les rejets atmosphériques de la centrale d'enrobage respectent les valeurs limites de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables

aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers ;

- transmettre le bilan annuel des retombées de poussières pour l'année 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Permis de travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 23/06/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents lors des travaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 29/01/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 04/05/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société WIAME VRD doit élaborer un permis de travaux lors des interventions sur les installations susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (article 4.11 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019).</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a mis en place un modèle de permis de travaux.</p> <p>Il a présenté le permis de feu délivré à la société HER pour son intervention du 14 au 17 avril 2026.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 23/06/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en conformité des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 29/01/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 04/05/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société WIAME VRD doit engager les travaux nécessaires pour lever les observations formulées dans le rapport référencé 7825429/12.5.1.P du 20 avril 2022 relatif au contrôle électrique de l'installation de production de grave ciment (SAM 230) (article 4.12 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019).</p>

<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le rapport de contrôle du 31 mars 2025 des installations électriques. Aucune observation n'a été formulée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Qualité des eaux pluviales avant rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 23/06/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/01/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 04/05/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société WIAME VRD doit réaliser la surveillance de la qualité des eaux pluviales avant rejet vers le milieu naturel (article 9.4 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019).
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des eaux pluviales réalisées lors de la campagne de mesures de décembre 2025 par la société ENTIME. Les résultats montrent que la qualité des eaux pluviales rejetées vers le milieu naturel est conforme aux valeurs limites.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Moyens de lutte contre un incendie et installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/01/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 04/05/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>I. Règles générales</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le rapport de vérification des extincteurs du 26 mars 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Impact sur la qualité de l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions dans l'air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/01/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 04/05/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère dépassent au moins l'un des seuils ci-dessous, l'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 6.6 du présent arrêté, le prélèvement et la mesure pour le paramètre concerné conformément aux dispositions ci-après. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement. Lorsque les poussières contiennent au moins un des métaux ou composés de métaux énumérés à l'article 6.7 (6° a, b ou c) du présent arrêté et si le flux horaire des émissions canalisées de poussières dépasse 50 g/h, la mesure en permanence des émissions de poussières est réalisée.
1° Poussières totales
flux horaire inférieur ou égal à 5 kg/h
flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h
flux horaire supérieur à 50 kg/h
2° Monoxyde de carbone
flux horaire inférieur ou égal à 50 kg/h
flux horaire supérieur à 50 kg/h
3° Oxydes de soufre
flux horaire inférieur ou égal à 150 kg/h



flux horaire supérieur à 150 kg/h
4° Oxydes d'azote
flux horaire inférieur ou égal à 150 kg/h
flux horaire supérieur à 150 kg/h
5° Composés organiques volatils :
a) cas général :
sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal de COV (à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total) inférieur ou égal à 15 kg/h
sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal de COV (à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total) supérieur à 15 kg/h
b) cas des COV (à l'exclusion du méthane) présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (substances dites CMR), dont benzène et 1-3 butadiène et les composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351 :
sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal, supérieur à 2 kg/h (exprimé en somme des composés)
c) les autres cas :
prélèvements instantanés réalisés
6° Métaux, métalloïdes et composés divers (particulaires et gazeux)
a) Cadmium et mercure, et leurs composés :
flux horaire supérieur à 10 g/h
b) Arsenic, sélénium et tellure, et leurs composés :
si le flux horaire, supérieur à 50 g/h
c) Plomb et ses composés :
si le flux horaire supérieur à 100 g/h
d) Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et leurs composés :

si le flux horaire supérieur à 500 g/h
7° Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques
benzo (a) pyrène ; naphtalène si le flux horaire (de la somme massique des 2 substances) supérieur à 0,2 kg/h
<p>Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques montrant l'absence d'émission de ces produits par l'installation.</p> <p>Dans le cas d'une auto surveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.</p> <p>Pour les COV, la surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation est confirmée périodiquement par une mesure des émissions.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à disposition des inspecteurs des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le rapport du contrôle des rejets atmosphériques du sécheur de la centrale d'enrobage, mené lors de la campagne de mesures du 07 août 2025.</p> <p>Il est constaté un dépassement des valeurs limites pour les teneurs en poussières et les niveaux d'odeurs.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La société WIAME VRD devra engager les actions correctives nécessaires pour que les teneurs en poussières et les niveaux d'odeurs dans les rejets atmosphériques respectent les valeurs limites de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 6 : Retombées de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 57
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les résultats de la campagne de mesures qui a eu lieu du 02 décembre 2024 au 08 janvier 2025. Les résultats sont inférieurs aux valeurs de référence 350 mg/m <sup>2</sup> /j.  L'exploitant n'a pas transmis le bilan annuel des retombées de poussières de 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La société WIAME VRD devra transmettre, dans un délai de 3 mois, le bilan annuel des retombées de poussières pour l'année 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Périmètre de l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Stockage de granulats
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 29/01/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 04/05/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément : <ul style="list-style-type: none"><li>• aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'enregistrement déposé le 24 juin 2019, complété le 15 avril 2020, le 02 juin 2020, le 23 novembre 2020 et le 12 février 2021,</li><li>• (...)</li></ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a porté à la connaissance du Préfet de Seine-et-Marne l'extension du périmètre autorisé de son établissement.</p> <p>Le dossier est en cours d'instruction.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Situation administrative**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/03/2022, article R. 512-47</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Installations relevant du régime de la déclaration</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/01/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 04/05/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société WIAME VRD a réalisé la télédéclaration de ses installations relevant du régime de la déclaration et notamment des installations suivantes : dépôt de liants bitumineux (rubrique 4801), procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles (rubrique 2915), stockage de carburants (rubrique 4734).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>